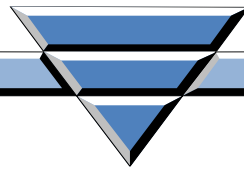


Marché public de Travaux

Procédure adaptée



Hôtel de Ville  
7 place de la Mairie  
34740 - VENDARGUES



**TRAVAUX DE RESTAURATION, DE  
VALORISATION, DE RÉNOVATION  
ÉNERGÉTIQUE ET D'ACCESSIBILITÉ DE  
LA MAISON SERRE**

Date limite de remise des offres :  
**29 mai 2024 à 14h00**

**Règlement de la Consultation**  
**(R.C.)**

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

## SOMMAIRE

ARTICLE 1.	OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2.	DELAI D'EXECUTION	3
ARTICLE 3.	PROCEDURE DE PASSATION	3
ARTICLE 4.	ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 5.	DOSSIER DE CONSULTATION	5
ARTICLE 6.	ENVOI DES PROPOSITIONS	5
ARTICLE 7.	DELAI DE VALIDITE	6
ARTICLE 8.	GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES	6
ARTICLE 9.	SOUS-TRAITANCE	7
ARTICLE 10.	PRESENTATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE	7
ARTICLE 11.	PRESENTATION DU DOSSIER D'OFFRE	8
ARTICLE 12.	ATTRIBUTION DU MARCHE	9
ARTICLE 13.	CRITERES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE	9
ARTICLE 14.	VARIANTES	10
ARTICLE 15.	PERSONNES A CONTACTER POUR OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	10
ARTICLE 16.	VISITE DE SITE	10
ARTICLE 17.	LITIGES ET DIFFERENDS	11
<b><u>ANNEXE A: ATTESTATION DE VISITE</u></b>		<b>12</b>

## Article 1. Objet de la consultation

---

**Objet des travaux :** Travaux de restauration, de valorisation, de rénovation énergétique et d'accessibilité de la Maison Serre.

**Lieu d'exécution :** Maison Serre, 7 place du Mairie, 34740 VENDARGUES

Le marché est divisé en lots comme suit :

**Lot 01A "DESAMIANPAGE - DEPLOMBAGE"**

**Lot 01B "DEMOLITION - GROS OEUVRE"**

**Lot 02 "ETANCHEITE"**

**Lot 03 "COUVERTURE"**

**Lot 04 "TRAITEMENT DE FACADES"**

**Lot 05 "MENUISERIES EXTERIEURES BOIS"**

**Lot 06 "METALLERIE"**

**Lot 07 "CLOISONS DOUBLAGES FAUX PLAFONDS"**

**Lot 08 "MENUISERIE INTERIEURE - MOBILIER"**

**Lot 09 "REVETEMENTS SOLS"**

**Lot 10 "PEINTURE - SIGNALETIQUE"**

**Lot 11 "APPAREILS ELEVATEURS"**

**Lot 12 "CVC - PLOMBERIE"**

**Lot 13 "ELECTRICITE CFO CFA"**

## Article 2. Délai d'exécution

---

**Tous les lots :**

Durée des travaux en mois : 12 mois

Date de début prévue : 1er juillet 2024

Date de fin prévue : 30 juin 2025

Durée tous lots confondus.

Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux.

Période de préparation :

Une période de préparation de 2 mois est prévue.

Délai d'exécution des travaux : 10 mois

Pour l'ensemble des lots, le délai d'exécution du marché commence à courir à partir de la date de commencement qui sera définie par ordre de service.

## Article 3. Procédure de passation

---

Conformément à l'article R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique, le marché est passé par procédure adaptée.

Conformément à l'article R. 2123-5 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage a prévu la possibilité de négocier mais se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

En cas de recours à la négociation, elle sera organisée avec les candidats ayant présenté les trois meilleures offres au vu de ces critères de jugement des offres.

Elle sera faite par messages électroniques échangés via le profil acheteur de la commune (plateforme de dématérialisation des marchés publics sur laquelle a été déposée l'offre).

Elle pourra porter sur l'ensemble des caractéristiques financières et/ou techniques de l'offre des candidats afin de détailler et/ou confirmer si besoin des éléments de l'offre. Ainsi, les candidats remettront, le cas échéant, une nouvelle proposition intégrant les éléments de cette négociation et constituant leur meilleure et dernière offre.

**Nomenclature CPV pertinente :**

45000000-7 : Travaux de construction (Code CPV principal)

**Lot 01A "DESAMIANPAGE - DEPLOMBAGE"**

45262660-5 : Travaux de désamiantage

**Lot 01B "DEMOLITION - GROS OEUVRE"**

45223220-4 : Travaux de gros œuvre

**Lot 02 "ETANCHEITE"**

45261420-4 : Travaux d'étanchéification

**Lot 03 "COUVERTURE"**

45261210-9 : Travaux de couverture

**Lot 04 "TRAITEMENT DE FACADES"**

45443000-4 : Travaux de façade

**Lot 05 "MENUISERIES EXTERIEURES BOIS"**

45421000-4 : Travaux de menuiserie

**Lot 06 "METALLERIE"**

45421140-7 : Pose de menuiseries métalliques, excepté portes et fenêtres

**Lot 07 "CLOISONS DOUBLAGES FAUX PLAFONDS"**

45421146-9 : Mise en place de plafonds suspendus

45421152-4 : Installation de cloisons

**Lot 08 "MENUISERIE INTERIEURE - MOBILIER"**

45421150-0 : Travaux d'installation de menuiseries non métalliques

**Lot 09 "REVETEMENTS SOLS"**

45432130-4 : Travaux de revêtements de sols

**Lot 10 "PEINTURE - SIGNALÉTIQUE"**

45442100-8 : Travaux de peinture

**Lot 11 "APPAREILS ELEVATEURS"**

45313100-5 : Travaux d'installation d'ascenseurs

**Lot 12 "CVC - PLOMBERIE"**

45330000-9 : Travaux de plomberie

45331000-6 : Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation

**Lot 13 "ELECTRICITE CFO CFA":**

45311000-0 : Travaux de câblage et d'installations électriques

---

**Article 4. Allotissement**

Un candidat peut remettre une offre pour chacun des lots.

Le maître d'ouvrage ne limite pas le nombre de lots pour lesquels le candidat peut présenter une offre, ni le nombre de lots qui peuvent être attribués à un même candidat.

## Article 5. Dossier de consultation

---

Vous pouvez consulter les documents en ligne à l'adresse suivante : <https://marches.montpellier3m.fr/>

Le dossier de consultation comprend les éléments suivants :

- L'Acte d'engagement (AE)
- Le Règlement Consultation (RC)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Carnet de Plans Architecte
- DC1 – Lettre de candidature
- DC2 – Déclaration du candidat individuel
- Rapport d'études géotechniques
- Diagnostics Amiante et Plomb
- Notices Sécurité et Accessibilité
- Calendrier d'exécution des travaux

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents du marché, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

## Article 6. Envoi des propositions

---

Les plis doivent être remis au plus tard à la date et l'heure mentionnées en page de garde du présent document. Les plis déposés postérieurement seront considérés comme étant hors délai.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

### **Transmission par voie électronique**

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : <https://marches.montpellier3m.fr/>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

### **Copie de sauvegarde**

Il est rappelé que le candidat peut, s'il le souhaite, faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres soit sur un support papier ou sur support physique électronique, soit par voie électronique.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur ou à l'autorité concédante sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention " copie de sauvegarde ".

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur ou l'autorité concédante.

## **Article 7. Délai de validité**

---

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 120 jours calendaires, à compter de la date limite de présentation des offres.

## **Article 8. Groupements d'opérateurs économiques**

---

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

## Article 9. Sous-traitance

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché;
- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

## Article 10. Présentation du dossier de candidature

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des critères listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

N°	Capacité économique et financière du candidat	Lot
1	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.	Tous les lots
2	Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents.	Tous les lots

N°	Capacité technique et professionnelle du candidat	Lot
1	Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.	Tous les lots
2	Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.	Tous les lots
3	Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.	Tous les lots

En application de l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents listés ci-dessous si le maître d'ouvrage peut les obtenir directement par le biais :

1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Liste des pièces justificatives que les entreprises ne sont pas tenues de produire dans leur candidature aux marchés publics:

En application du code des relations entre le public et l'administration, le candidat n'est pas dans l'obligation de transmettre les justificatifs suivants :

- l'attestation de régularité fiscale ;
- les déclarations de résultats soumis aux bénéfices industriels et commerciaux ;
- les déclarations de bénéfices non commerciaux ;
- les déclarations de résultats soumis aux bénéfices agricoles ;
- les déclarations de résultats soumis à l'impôt sur les sociétés ;
- les déclarations pour les sociétés mères et les filiales de groupe ;
- l'extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (extrait KBis) et les statuts ;
- les attestations de régularité sociale et de vigilance ;
- la carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics.

Si le candidat est une personne physique :

- l'avis d'imposition à l'impôt sur le revenu ou l'avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu émanant de la direction générale des finances publiques ;
- l'attestation de droit aux prestations délivrées aux bénéficiaires par les organismes de sécurité sociale ;
- Le justificatif d'identité, lorsque le téléservice de l'administration propose le dispositif «FranceConnect» mis en œuvre par l'administration chargée du numérique et du système d'information et de communication de l'Etat sous réserve des dispositions de l'article R. 113-9 du code des relations entre le public et l'administration.

## Article 11. Présentation du dossier d'offre

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

N°	Description
1	L'acte d'engagement Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre. En cas d'allotissement, le candidat établira soit un acte d'engagement unique regroupant le ou les lots auxquels il soumissionne soit un acte d'engagement par lot.
2	Le relevé d'identité bancaire
3	Le mémoire technique
4	Les déclarations de sous-traitances nécessaires le cas échéant
5	La décomposition du prix global et forfaitaire Le document doit être dûment rempli par la personne habilitée à engager la société. Le document joint au dossier de consultation sera obligatoirement utilisé et dupliqué si une variante libre est proposée. Les prix doivent toujours être exprimés en euro. <b>Il est demandé une transmission de ce fichier sous format excel et pdf.</b>
6	L'attestation de visite en annexe correctement complétée.



## Article 12. Attribution du marché

Au terme de la procédure, le maître d'ouvrage demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
- Les attestations d'assurance reprises dans le CCAP
- Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du Code de la commande publique.

Lors de la conclusion du marché et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire du marché de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

## Article 13. Critères d'attribution et choix de l'offre

Le maître d'ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution du marché.  
Ces critères d'attribution valent pour tous les lots.

N°	Description	Pondération
1	Valeur technique	60
	<i>Le critère technique n°1 sera jugé sur la base du mémoire justificatif remis par le candidat. Chaque candidat obtiendra une note pour chacun des items traités et sous-critères définis ci-après. La note finale de valeur technique sera ensuite obtenue en application de la formule suivante : Note technique finale du candidat = (note technique globale obtenue par le candidat / Note technique globale la + importante attribuée) x coefficient de pondération retenu.</i>	
1.1	Respect de l'environnement	15
	<i>les contraintes propres à l'opération et moyens mis en place pour réduire l'impact de l'activité sur l'environnement immédiat et assurer le tri sélectif</i>	
1.2	Moyens humains et matériels	15
	<i>les moyens humains et matériels spécifiquement mobilisés</i>	
1.3	Méthodologie/organisation de la mission	15
	<i>le mode opératoire envisagé pour exécuter le chantier et la méthodologie d'intervention</i>	
1.4	Solution technique	15
	<i>le descriptif de la solution technique retenue</i>	
2	Prix	40
	<i>Le critère économique n°2 sera jugé sur la base du montant total porté au cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF). Chaque candidat se verra attribuer une note calculée de la manière suivante : Note du candidat = (prix de l'offre la plus basse / prix de l'offre du candidat) x coefficient de pondération retenu. Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, il sera invité à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente</i>	
Pondération totale des critères d'attribution :		100

Une certaine valeur a été attribuée à chaque critère. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, tenant compte de la valeur attribuée à chacun, le marché sera attribué au candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse du point de vue du maître d'ouvrage.

Si une offre lui paraît anormalement basse, le maître d'ouvrage demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

## **Article 14. Variantes**

---

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire est autorisée :

Les concurrents doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base).

Mais ils peuvent également présenter, conformément aux articles R. 2151-8 et R. 2151-10 du Code de la commande publique, une offre comportant des variantes strictement limitées aux besoins identifiés au cahier des clauses techniques particulières.

Aucune variante exigée ou facultative n'est prévue.

Le candidat qui présente une variante doit également remettre une offre entièrement conforme à la solution de base.

Prestations supplémentaires éventuelles :

Le marché ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

## **Article 15. Personnes à contacter pour obtenir des renseignements complémentaires**

---

Renseignements administratifs :

Bruno GIRAUDO

Directeur general des services

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires pendant la consultation, les candidats devront faire parvenir leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du maître d'ouvrage, à l'adresse suivante : <https://marches.montpellier3m.fr/>.

## **Article 16. Visite de site**

---

Le soumissionnaire est tenu d'effectuer une visite des lieux , celle ci seront organisées, au choix des candidats :

- le mardi 7 mai 2024 à 10h00,
- ou le mercredi 15 mai 2024 à 14h00.

Les prises de rendez-vous sont à confirmer auprès de M. Jean-Paul FINART, Adjoint au Maire délégué aux Travaux (Secrétariat : 04.67.87.26.00 - [accueil.technique@vendargues.fr](mailto:accueil.technique@vendargues.fr)).

Le soumissionnaire joint à son offre l'attestation en annexe correctement complétée.

## **Article 17. Litiges et différends**

---

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal Administratif de Montpellier

Tél. : 04 67 54 81 00

Email : [greffe.ta-montpellier@juradm.fr](mailto:greffe.ta-montpellier@juradm.fr)

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Marseille

Email : [catherine.pietri@paca.gouv.fr](mailto:catherine.pietri@paca.gouv.fr)

## **ANNEXE A: ATTESTATION DE VISITE**

**Dossier : PA-24-03**

Objet : Travaux de restauration, de valorisation, de rénovation énergétique et d'accessibilité de la Maison Serre

**Procédure : procédure adaptée**

Je soussigné : .....

représentant Mairie de Vendargues

atteste que : .....

représentant le soumissionnaire :

.....

.....

s'est rendu sur le lieu, le ....., afin d'apprécier tous les éléments qui lui permettront de remettre son offre pour le présent marché.

Signatures :

Pour le soumissionnaire,

Pour Mairie de Vendargues,

**Cette attestation est à compléter et à joindre à l'offre.**